

internationales, et si nous divisons l'univers en plusieurs petits Etats et abandonnons la mère patrie à elle-même là-bas pour qu'elle devienne un second Danemark, l'Empire britannique se désagrègera. L'illustre premier ministre, M. Churchill, a dit qu'il ne présiderait pas au démembrement de l'Empire britannique. Voilà ce qui en est. Abandonnerons-nous la mère patrie à son heure la plus critique? Elle compte surtout sur nous pour ses vivres. Les submersibles allemands auraient pu la réduire par la famine puisqu'elle n'avait en réserve que des denrées pour six semaines. L'écartérons-nous en tant que puissance commerciale, la mettant au rang des républiques de l'Amérique du Sud et d'autres pays, ou appuierons-nous tout d'abord les peuples de l'Empire pour nous orienter ensuite vers l'internationalisme? Voilà la question qui se pose actuellement. Nous revenons à l'ancienne politique de l'équilibre des puissances qui s'avéra excellente pendant quatre siècles. Discutant cette question à la Chambre des communes, M. Churchill a dit:

Dans certains milieux, on utilise fréquemment l'expression "politique du pouvoir" lorsqu'on nous critique. J'ai posé la question troublante: "Qu'est-ce que la politique du pouvoir?" Je connais très bien certains de nos amis d'outre-mer, et je sais que je puis parler franchement sans les froisser. La possession d'une marine deux fois plus puissante que toute autre de l'univers constitue-t-elle une politique du pouvoir? La possession de l'aviation la plus considérable de l'univers, avec des bases dans toutes les parties du monde, représente-t-elle une politique du pouvoir? La possession de tout l'or au monde équivaut-elle à une politique de pouvoir? Le cas échéant, je regrette de dire que nous ne sommes sûrement pas coupables de tels délits. Ces richesses sont un luxe que nous avons perdu.

Nous allons plus loin que cela; nous définissons notre position d'une façon même plus précise. Nous avons tout sacrifié dans cette guerre. Nous en sortirons pour le moment plus atterrés et plus appauvris que tout autre pays victorieux. Le Royaume-Uni et le Commonwealth britannique constituent la seule force non subjuguée qui, de plein gré, ait déclaré la guerre à l'Allemagne. Nous avons déclaré la guerre non en vue de quelque avantage matériel mais pour nous acquitter de notre promesse de faire tout notre possible pour aider la Pologne à repousser l'agression allemande qui, là ou ailleurs, il est juste de le reconnaître, menace notre propre salut.

Il s'agit ici d'un extrait du discours que le très honorable Winston Churchill prononçait aux Communes anglaises, le 18 janvier 1945.

Nous ne pourrions jamais éviter des guerres étrangères tant que les hommes n'auront pas modifié leurs sentiments car il y aura toujours des luttes entre nations comme entre individus, hommes et femmes. Personne ne peut dire quand ces sentiments changeront. Le seul moyen direct d'y suppléer, c'est d'adop-

[M. Church.]

ter une politique commune au sein de l'Empire et du Commonwealth, pour les raisons que je viens d'exposer. La paix du monde réside seule dans le même esprit de coopération dont ont fait preuve la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie pendant la guerre. Nous avons eu des entretiens harmonieux avec les Etats-Unis et la Russie durant le conflit. Je crois qu'on pourra continuer d'en avoir en temps de paix. Mais je crois également que nous devons faire face à la réalité et examiner le tableau sous son vrai jour. Aujourd'hui, les hommes politiques, à la lumière des circonstances dont j'ai fait mention, et malgré la faillite de toutes les autres politiques, satisfaits de s'adapter aux vues du peuple au lieu de tenter de les façonner, sont résolus encore une fois à établir une organisation mondiale afin d'éliminer la guerre et, au moyen d'un régime de sécurité collective, à réaliser enfin la fraternité de l'homme. Eh bien, elle ne se réalisera pas. J'ai déjà cité trois faillites de la Société des Nations, et je crois que la quatrième se produira plus tard. D'abord à Dumbarton-Oaks puis à San-Francisco, ils se sont efforcés d'instituer un ordre mondial qui atteindrait ces nobles buts, mais seulement pour les petites nations qui n'auront aucun mot à dire au sujet de l'avenir. De la même façon, les divers membres de l'Empire britannique n'auront rien à dire au sujet de l'avenir à moins que nous ne continuions de faire partie de l'Empire et n'agissions de concert et avec la Grande-Bretagne, ne restions une puissance de premier ordre. Le 2 juillet de cette année, le président Truman a transmis au sénat un message en faveur:

...d'une organisation internationale générale fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris de paix, et accessible à tous ces Etats, petits et grands, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

C'est la résolution dont nous sommes maintenant saisis. Puis il poursuivit:

Ce que je soumets maintenant au Sénat représente parfaitement l'expression de cette nécessité nationale et internationale.

Plusieurs sénateurs ont pris la parole, et c'est avec cynisme qu'ils ont considéré ces propositions, à Washington, et on a cherché à excuser les lacunes de la charte. Le sénateur Eugene Milligan, du Colorado, déclara que la résolution lui rappelait les propos exprimés après le tremblement de terre de Lisbonne, même s'il ajouta qu'il se proposait d'appuyer la résolution. Après ce séisme, certains individus se mirent à vendre ce qu'ils appelaient des pilules contre les tremblements de terre. Lorsqu'on leur demanda s'ils garantissaient que leurs pilules allaient prévenir les tremblements de terre, ils répondirent que, sans pouvoir donner de garantie, ils étaient per-